

Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française

Convention collective de travail du 13 septembre 2018

Remplacement de la convention collective de travail du 18 avril 2016 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" pour la promotion de l'emploi dans le secteur et fixation de ses statuts (numéro d'enregistrement 138941 - arrêté royal du 12 novembre 2017 - Moniteur belge du 6 décembre 2017).

A. Création

Article 1er. Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 2 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française institue un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française et aux travailleurs qu'elles occupent.

Par "travailleurs", on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Par "sous-commission paritaire", on entend : la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses effets 1^{er} janvier 2016 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1er janvier de chaque année avec effet au 1er juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire.

B. Statuts

CHAPITRE Ier. *Siège*

Art. 4. Au 15 décembre 2014, il est institué un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française".

Le siège administratif du fonds est établi à 1000 Bruxelles, Square Sainctelette 13-15. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du conseil d'administration du fonds, prévu à l'article 12. Le conseil d'administration doit communiquer sa décision au président de la sous-commission paritaire.

CHAPITRE II. *Objet*

Art. 5. § 1er. Le fonds régi par la présente convention a pour seul objet la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et modifications portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 2. Selon l'Article 49 de l'Arrêté Royal modifié : *Par dérogation aux premier et deuxième alinéas, le secteur des entreprises de travail adapté est dispensé, par travailleur et par trimestre, de l'obligation d'affecter intégralement les réductions de cotisation au financement de l'emploi complémentaire, à concurrence de :*

252,47 € au 1^{er} trimestre de 2016

269,63 € au deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2016 et en 2017

280,34 € en 2018

289,02 € en 2019

299,73 € à partir du premier trimestre 2020

Le Fonds ayant décidé d'affecter ces montants au financement du R.M.M.M.G, le fonctionnement de ce fonds est soumis à la condition qu'une distinction soit faite entre les montants pour le financement du revenu minimum moyen mensuel garanti (R.M.M.M.G.) pour les travailleurs, et ceux qui visent à créer des emplois supplémentaires.

§ 3. Le Fonds Maribel Social verse des avances mensuelles préalablement établies sur base des dernières données transmises par l'ONSS et ajuste le montant de l'année concernée lorsqu'il reçoit les données pour l'année concernée.

§ 4. En ce qui concerne les montants destinés au financement des emplois supplémentaires, le "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" fera des propositions pour fixer l'affectation des moyens en fonction de la politique de promotion de l'emploi dans le secteur et ce, conformément aux dispositions contenues dans la convention collective de travail prévue à cet effet.

Art. 6. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le Fonds est autorisé à utiliser une partie du produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1er de la présente convention pour couvrir les frais de personnel et les frais d'administration.

Art. 7. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le fonds remplit toutes les missions confiées aux fonds sectoriels par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et ses modifications.

Art. 8. Le fonds est autorisé à conclure un contrat de gestion avec l'Association des Fonds Sociaux (AFO-SOC) et l'Association Paritaire pour l'Emploi et le Formation (APEF).

CHAPITRE III. *Financement*

Art. 9. Les moyens financiers du fonds se composent :

- du produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1er de la présente convention, en ce compris les intérêts;
- des autres moyens financiers qui lui seraient attribués par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle pour couvrir les frais d'administration visés à l'article 10.

Art. 10. Les frais d'administration du Fonds sont fixés par l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et modifications et par convention entre les asbl de service et le conseil d'administration repris à l'article 12.

Ces frais sont uniquement couverts par :

- les interventions visées à l'article 6 ;
- les moyens éventuellement mis à sa disposition par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pour autant que le réviseur désigné en application de l'article 20 soit un réviseur d'entreprise et que le Fonds ait conclu un contrat de gestion avec les asbl de service APEF et AFOSOC, les frais relatifs à l'intervention du réviseur peuvent être imputés sur les moyens dont mention à l'article 9.

CHAPITRE IV. *Bénéficiaires, octroi et liquidation des réductions de cotisations*

Art. 11. Les employeurs bénéficient des interventions du fonds selon les modalités déterminées par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et modifications et par le conseil d'administration du Fonds repris à l'article 12.

CHAPITRE V. *Gestion*

Art. 12. Le fonds est géré par un conseil d'administration paritaire composé de quatre membres effectifs.

Ces membres sont désignés par la sous-commission paritaire, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Art. 13. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une période qui est fixée par la sous-commission paritaire.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque la durée du mandat est expirée ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du conseil d'administration sont renouvelables.

Art. 14. Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Le conseil d'administration choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs. Chaque organisation représentative dispose d'un mandat soit de président, soit de vice-président. Le conseil d'administration désigne également la personne chargée du secrétariat.

Art. 16. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par et/ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958, des présents statuts et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et ses modifications.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du conseil désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a notamment pour missions :

- d'attribuer le produit de la réduction de cotisation, conformément aux dispositions visées à l'article 5, §§ 2 et 4, ainsi que d'assurer le suivi de cette attribution;
- de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et ses modifications;
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds selon la procédure reprise dans la convention entre l'Association Paritaire pour l'Emploi et la Formation et le conseil d'administration;
- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
- de déterminer les frais de gestion dans le cadre de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et modifications;
- de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la sous-commission paritaire;
- de transmettre aux instances compétentes les rapports prévus par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et ses modifications.

Art. 17. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre. Le conseil se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Le comité de gestion peut inviter des experts et/ou techniciens.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et validés par le Comité de Gestion lors de la séance qui suit la réunion concernée.

Art. 18. Le conseil d'administration ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs est présente.

Art. 19. Sauf dispositions contraires prévues par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil d'administration, ses décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

CHAPITRE VI. *Contrôle*

Art. 20. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire désigne un réviseur d'entreprises en vue du contrôle de la gestion du fonds.

En outre, il informe régulièrement le conseil d'administration du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VII. *Bilan et comptes*

Art. 21. Chaque année, les bilan et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre, doivent être approuvés par le conseil d'administration et transmis à la sous-commission paritaire ainsi qu'au SPF. Comme prévu à l'article 10, le contrôle et l'approbation d'un réviseur d'entreprise est requis.

CHAPITRE VIII. *Dissolution et liquidation*

Art. 22. Le fonds est institué pour une durée indéterminée. Il est dissout par la sous-commission paritaire, moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire. La sous-commission paritaire précitée décide de la destination des biens et des valeurs du fonds, après le paiement du passif.

Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le fonds a été institué.

La sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du conseil d'administration du fonds.

Vertaling

-

Bijlage

-

Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 september 2018

Vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 april 2016 betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" ter bevordering van de tewerkstelling in de sector en tot vaststelling van zijn statuten (registernummer 138 941 - koninklijk besluit van 12 november 2017 - Belgisch Staatsblad van 6 december 2017).

A. Oprichting

Artikel 1. Via deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 2 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, richt het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna worden vastgelegd.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie en op de werknemers die zij tewerkstellen.

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

Onder "paritair subcomité" wordt verstaan : het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2016 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd vóór 1 januari van elk jaar, met effect op 1 juli van het volgende jaar.

De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité.

B. Statuten

HOOFDSTUK I. *Zetel*

Art. 4. Op 15 december 2014 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française".

De administratieve zetel van het fonds wordt gevestigd te 1000 Brussel, Saincteletteplein 13-15. Deze zetel kan elders verplaatst worden bij eenparige beslissing van de raad van beheer van het fonds, bepaald in artikel 12. De raad van beheer moet zijn beslissing meedelen aan de voorzitter van het paritair subcomité.

HOOFDSTUK II. *Doel*

Art. 5. § 1. Het fonds opgericht door deze overeenkomst heeft als enig doel het beheer van de gemutualiseerde som van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en wijzigingen houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

§ 2. Volgens artikel 49 van het gewijzigde koninklijk besluit: *In afwijking van het eerste en tweede lid, wordt de sector van de beschutte werkplaatsen per werknemer en per trimester vrijgesteld van de verplichting de bijdrageverminderingen integraal aan te wenden voor de financiering van bijkomende tewerkstelling ten belope van een bedrag van :*

252,47 euro in het eerste trimester van 2016;

269,63 euro in het tweede, derde en vierde trimester van 2016 en in 2017;

280,34 euro in 2018;

289,02 euro in 2019;

299,73 euro vanaf het eerste trimester 2020.

Aangezien het Fonds besliste om deze middelen aan te wenden voor de financiering van het GGMMI, is de werking van dit fonds onderworpen aan de voorwaarde dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen de bedragen voor de financiering van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen (G.G.M.M.I.) voor de werknemers, en die tot doel hebben bijkomende banen te creëren.

§ 3. Het fonds sociale maribel stort de maandelijkse voorschotten die voorafgaand werden bepaald op basis van de laatste gegevens die de RSZ ter beschikking stelt en past het bedrag van het betreffende jaar aan zodra het de gegevens van het betreffende jaar ontvangt.

§ 4. Wat de bedragen betreft die bestemd zijn voor de financiering van bijkomende tewerkstelling, zal het "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" voorstellen doen om de middelen aan te wenden in functie van het beleid van bevordering van de tewerkstelling in de sector en dit overeenkomstig de bepalingen in de collectieve arbeidsovereenkomst die hiervoor vastgelegd is.

Art. 6. In het kader van het doel omschreven in artikel 5, is het Fonds gemachtigd om een gedeelte van de som van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 5, 1ste lid van deze collectieve arbeidsovereenkomst, gebruiken om personeels- en administratiekosten te dekken.

Art. 7. In het kader van het doel omschreven in artikel 5 vervult het fonds alle opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de wijzigingen aan dit koninklijk besluit.

Art. 8. Het fonds mag een beheersovereenkomst sluiten met de Vereniging van Sociale Fondsen (VESOFO) en met de Association Paritaire pour l'Emploi et la Formation (APEF).

HOOFDSTUK III. *Financiering*

Art. 9. De financiële middelen van het fonds bestaan uit :

- De som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, 1ste lid van deze overeenkomst, met inbegrip van de interesten;
- De andere geldmiddelen die zouden worden toegekend door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst om de administratiekosten bedoeld in artikel 10 te dekken.

Art. 10. De administratiekosten van het fonds worden jaarlijks bepaald door het koninklijk besluit van 18 juli 2002, de wijzigingen aan dit koninklijk besluit en in overleg tussen de vzw's en de raad van beheer, bepaald in artikel 12.

Deze kosten worden enkel gedekt door :

- de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6;
- de middelen die eventueel ter beschikking worden gesteld door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

In afwijking op de bepalingen van lid 2 van dit artikel, voor zover de aangestelde revisor bij toepassing van artikel 20 een bedrijfsrevisor is en dat het fonds een beheersovereenkomst heeft gesloten met de vzw's APEF en VESOVO, kunnen de kosten met betrekking tot de tussenkomst van de revisor worden aangerekend op de middelen vermeld in artikel 9.

HOOFDSTUK IV. *Rechthebbenden, toekenning en betaling van de bijdragevermindering*

Art. 11. De werkgevers genieten de tegemoetkomingen van het fonds volgens de modaliteiten bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de wijzigingen aan dit koninklijk besluit, en door de raad van beheer van het Fonds vermeld in artikel 12.

HOOFDSTUK V. *Beheer*

Art. 12. Het fonds wordt beheerd door een raad van beheer die paritair is samengesteld uit vier effectieve leden.

Deze leden worden aangeduid door het paritair subcomité, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Art. 13. De leden van de raad van beheer worden aangeduid voor een periode die wordt vastgelegd door het paritair subcomité.

Het mandaat van lid van de raad van beheer vervalt in geval van ontslag of van overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem heeft voorgedragen.

Het nieuwe lid voltooit, desgevallend, het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de raad van beheer zijn hernieuwbaar.

Art. 14. De leden van de raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitoefening van hun mandaat.

Art. 15. De raad van beheer kiest elk jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging. Elke representatieve organisatie beschikt over een mandaat, ofwel van voorzitter, ofwel van ondervoorzitter. De raad van beheer duidt eveneens de persoon aan die belast is met het secretariaat.

Art. 16. De raad van beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de grenzen gesteld door en/of krachtens de wet van 7 januari 1958, van deze statuten en van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de wijzigingen aan dit besluit.

Tenzij andersluidende beslissing van de raad van beheer, treedt die in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de raad daartoe door de raad van beheer aangesteld.

De raad van beheer heeft onder meer als opdrachten :

- het toekennen van de som van de bijdragevermindering overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 4, §§ 2 en 4, en het opvolgen van deze toekenning;
- alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de wijzigingen aan dit besluit;
- over te gaan tot de eventuele aanwerving en ontslag van het personeel van het fonds in overeenstemming met de procedure vermeld in de overeenkomst tussen de l'Association Paritaire pour l'Emploi et la Formation en de raad van beheer;
- controle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
- de beheerskosten vast te stellen in het kader van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de wijzigingen aan dit koninklijk besluit;
- in de maand juni van elk jaar een schriftelijk verslag te bezorgen over de uitvoering van zijn taak aan het paritair subcomité;
- de bevoegde instanties verslagen te bezorgen bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de wijzigingen aan dit koninklijk besluit.

Art. 17. De raad van beheer vergadert ten minste een maal per semester. De raad vergadert ofwel op uitnodiging van de voorzitter, ambtshalve handelend, ofwel op vraag van ten minste de helft van zijn leden, ofwel op vraag van een van de organisaties die erin vertegenwoordigd is.

Het beheerscomité kan experts en/of technici uitnodigen.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

De notulen worden opgesteld door de secretaris aangeduid door de raad van beheer en worden goedgekeurd door de raad van beheer in de volgende vergadering.

Art. 18. De raad van beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen als ten minste de helft van zowel de leden van de werknemersafvaardiging als van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Art. 19. Tenzij strijdige bepalingen, bepaald door het huishoudelijk reglement opgesteld door de raad van beheer, worden zijn beslissingen met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

HOOFDSTUK VI. *Controle*

Art. 20. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het paritair subcomité een bedrijfsrevisor aan om het beheer van het fonds te controleren.

Bovendien licht hij regelmatig de raad van beheer van het fonds in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII. *Balans en rekeningen*

Art. 21. Elk jaar worden de balans en de rekeningen van het afgelopen boekjaar afgesloten op 31 december. Deze moeten worden goedgekeurd door de raad van beheer en moeten aan de paritaire subcommissie evenals aan de FOD worden doorgegeven. Zoals vermeld in artikel 10 zijn een controle en goedkeuring door een bedrijfsrevisor vereist.

HOOFDSTUK VIII. *Ontbinding en vereffening*

Art. 22. Het fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur. Het wordt ontbonden door het paritair subcomité, mits een opzeggingstermijn van zes maanden wordt nageleefd, betekend bij een aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair subcomité. Voornoemd paritair subcomité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds, na de betaling van de passiva.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waarmee het fonds werd opgericht.

Het paritair subcomité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de raad van beheer van het fonds.